

Samedi 1er Avril 2006

A la une

Dans les coulisses des fabriques à idées

Enquête sur les cercles de réflexion et les réseaux qui tournent déjà à pleine puissance pour alimenter les programmes des présidentiables.

Ce mercredi matin, rue de Solférino, c'est Martine Aubry qui planche devant les « éléphants » membres de la commission nationale chargée d'élaborer le programme que les socialistes proposeront aux Français en 2007. La maire de Lille expose son projet d'arme antichômage - nom de code : EVA -, en quatre parties, chiffres et calculs d'impact à l'appui. Au bout d'une heure et demie d'exposé, l'auditoire est démoralisé par « cette usine à gaz étatique », selon l'expression d'un des membres de la commission. Excédé, Henri Emmanuelli lui reproche d'avoir recréé « le Gosplan ». Furieuse, Martine Aubry repart pour le Nord, son EVA sous le bras. Autre mercredi, autre débat - sur la fiscalité, cette fois -, autre impasse. Après la présentation du projet de fusion de l'impôt sur le revenu avec la CSG, Jack Lang s'emballa : « Ce texte est verbeux. La fusion IR-CSG est un serpent de mer qui remet en cause le quotient familial, une mesure politiquement très risquée. »

Que sortira-t-il vraiment de ces huis clos ? « Le programme du Parti socialiste ressemblera à la synthèse du congrès du Mans : l'alliance de tous les compromis », regrette Arnaud Montebourg. Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France, qui en a vu d'autres, se veut plus philosophe : « Il sera de toute façon largement amendé par le candidat choisi en novembre. Et ce ne sera pas la première fois. En 1988, François Mitterrand n'avait utilisé qu'une partie du projet socialiste durant sa campagne. »

Plus cacophonique encore que l'orchestre socialiste : la chorale des Verts. Depuis un an, neuf commissions de travail ont élaboré Le projet des Verts 2007, catalogue de mesures d'une soixantaine de pages... déjà largement amendé par le conseil national interrégional, le « parlement » des écolos. Fait nouveau : ce projet s'accompagne de propositions de lois. « Une façon pour nous de répondre aux critiques sur notre capacité opérationnelle », explique Jacques Archimbaud, proche conseiller de Dominique Voynet. Mais qu'en fera le futur candidat, choisi parmi les cinq en lices ? Cécile Duflot, porte-parole des Verts depuis un an, commençait récemment sa campagne dans un café parisien, à deux pas de la gare de l'Est. « Nous ne sommes pas là pour servir d'appoint au PS », assène la benjamine des candidats écolos. Dans la salle, les fans, chauffés au vin bio et à la musique tzigane, acquiescent : « Avec Voynet, le programme vert va perdre toute sa substance. » Et si c'était José Bové, comme le souhaitent certaines pétitions demandant l'organisation d'un référendum au sein du parti afin que les Verts puissent le soutenir ? Yves Cochet voit rouge : « Quelqu'un essaie manifestement de nous saborder ! »

En comparaison, l'UMP prend des airs de fanfare militaire, menée par un Nicolas Sarkozy martial. Responsable de la réflexion officielle du parti, Emmanuelle Mignon dirige les études de l'UMP. Cette conseillère d'Etat, véritable « usine à idées » de la pensée sarkozienne, est chargée d'animer les Conventions pour la France d'après, grand-messes ouvertes à la société

civile au cours desquelles des experts viennent dialoguer devant les militants et les cadres du parti. « Ces conventions constituent l'humus idéologique du programme et le socle du projet présidentiel », explique cette travailleuse acharnée.

Mais celui-ci jaillira aussi des groupes de travail plus discrets dirigés par une quinzaine de personnes chargées de faire le tri dans les propositions. Cet aréopage comprend notamment les conseillers politiques du président de l'UMP (comme Patrick Devedjian ou Gérard Longuet, de plus en plus influent), les membres de son bureau (dont Jean-Claude Gaudin et Pierre Méhaignerie), les porte-parole du mouvement (dont Valérie Pécresse) et ses proches collaborateurs de la Place Beauvau. Leur mission ? Définir avant l'été les dix mesures phares que Nicolas Sarkozy défendra cet automne devant les militants. Des mesures simples, qui parlent aux gens, « comme les trente-cinq heures ou les emplois-jeunes, qui ont permis à la gauche de gagner les législatives de 1997 », estime Marc-Philippe Daubresse, ancien ministre du Logement.

« Nicolas a mis tous les groupes de travail en concurrence, et nous choisirons les meilleures idées », explique François Fillon, l'ancien ministre de l'Emploi, homme-clef du dispositif, dont Sarko voudrait faire son directeur de campagne. C'est lui qui organise et anime les réunions du staff politique le mardi soir - la première s'est tenue le 14 mars - et qui reçoit les notes de synthèse de tous les groupes de travail. L'un des principaux est conduit par Alain Lambert, ministre du Budget entre 2002 et 2004. « Nicolas m'a donné carte blanche pour présenter une ébauche de programme économique », confirme le sénateur de l'Orne. Mais beaucoup des barons de l'UMP, qui peinent à cacher leur frustration, sont convaincus que le projet sera finalement rédigé par la garde rapprochée de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant en tête. Directeur de cabinet au ministère de l'Intérieur, sans fonction officielle à l'UMP, ce fidèle se transforme en chef de campagne après 21 heures, recevant lui aussi une pléiade d'experts dans son bureau de la place Beauvau.

Au PS, où chacun des éléphants joue plus que jamais perso, seul Dominique Strauss-Kahn a réussi à mobiliser autant de talents que Nicolas Sarkozy. Au coeur du système, trois hommes : Pierre Moscovici, l'ancien ministre délégué aux Affaires européennes, chargé de la coordination politique ; Gilles Finchelstein, le délégué général de la fondation Jean-Jaurès, ancienne plume de Lionel Jospin, et enfin Olivier Ferrand, qui fut conseiller de Romano Prodi à la Commission européenne, chargé d'organiser les groupes de travail - une trentaine au total. « Nous planchons depuis deux ans sur pratiquement tous les sujets d'économie, de société, d'éducation, de santé ou de technologie », explique Olivier Ferrand.

Chaque lundi matin, dans le QG de 100 mètres carré loué par DSK dans un immeuble chic du VII^e arrondissement de Paris, Daniel Cohen, professeur à l'École normale supérieure, fait ainsi phosphorer sur la mondialisation des anciens économistes de l'équipe Jospin, dont Jean Pisani-Ferry et Olivier Davanne, des spécialistes de l'emploi, comme Eric Maurin et Philippe Askenazy, ou encore Philippe Aghion, professeur à Harvard, plus quelques « hauts gradés » de la Direction de la prévision, du Trésor et de la Banque de France. Dans les autres groupes, outre les anciens des cabinets de Strauss-Kahn à Bercy et de Jospin à Matignon, des universitaires et des scientifiques croisent des hauts fonctionnaires partis dans de grandes entreprises privées, comme Thales, les AGF ou Cetelem. Tous sont aussi discrets que possible. « Normal, notamment pour ceux qui sont encore en poste dans les ministères : ils défont le soir ce qu'ils ont fait pendant la journée », raconte un assidu, aujourd'hui à la Caisse des dépôts. Au total, près de 200 grosses pointures roulent pour DSK, qui a tiré les leçons de l'échec de 2002, imputable selon lui à la pauvreté des propositions du PS. « Siphonner dans ses groupes de travail la quasi-totalité des intellectuels socialistes lui permettra d'apparaître aux yeux des militants comme l'homme des solutions », explique l'un de ses proches. Les solutions, Laurent Fabius les cherche lui aussi auprès de ses experts. Son vivier est abondant, mais moins organisé que celui de Dominique Strauss-Kahn. Pas de QG officiel,

mais le premier étage d'un café du centre de la capitale. Dans le domaine économique, Florence Parly et Christian Pierret, deux anciens secrétaires d'Etat du gouvernement Jospin, animent les différents groupes et synthétisent les débats. « Laurent aime être alimenté par plusieurs sources, alors il butine un peu partout », explique Stéphane Israël, conseiller à la Cour des comptes, la plume de « l'homme du non » depuis bientôt dix ans. Il s'appuie donc sur son club de réflexion, le club Fraternité, animé par Lionel Zinsou, un associé de la banque d'affaires Rothschild. Tous les mois, dans le salon discret d'une brasserie chic du VII^e arrondissement, des personnalités des mondes politique et culturel, des économistes et des grands patrons se retrouvent pêle-mêle. Louis Schweitzer, l'ancien patron de Renault, Pierre Joxe, aujourd'hui membre du Conseil constitutionnel, le chorégraphe Angelin Preljocaj et l'écrivain Gérard Mordillat s'y sont récemment croisés.

A l'opposé des petites musiques d'experts de la France d'en haut, Ségolène Royal et son staff ont choisi d'écouter le bruit de la rue. « Nous n'avons pas besoin de spécialistes. Cela fait deux ans que nous traitons tous les jours les problèmes d'emploi, d'innovation ou de délocalisations », lance Jean-Luc Fulachier, le n° 1 de l'administration en Poitou-Charentes, un ancien haut fonctionnaire qui dit se méfier des technocrates et préfère écouter « l'expertise de la vie des vrais gens ». D'où la création, en décembre dernier, de l'association Désirs d'avenir et de son site Internet. « Ce n'est pas un blog, mais un forum participatif où tout le monde est invité à réfléchir sur les thèmes que nous proposons », explique son créateur, Christophe Chantepy, ancien directeur de cabinet de Ségolène à l'Enseignement. Un succès foudroyant : en trois semaines d'existence, le site avait déjà reçu près de 2 600 contributions fouillées.

Prise de court par sa soudaine popularité, Ségolène Royal serait à son tour en train de mettre en place une vingtaine de groupes de réflexion. Mais elle ne s'inquiète guère : « Si je suis candidate, tous ceux qui bossent aujourd'hui pour les autres seront ravis de travailler pour moi », ironise-t-elle en privé.

Comme elle, l'extrême gauche et l'extrême droite puisent l'inspiration auprès de la France d'en bas. « Depuis octobre 2005, nous avons tenu plus de 700 forums réunissant 50 000 participants, raconte Patrice Cohen-Seat, membre du comité exécutif national du PCF et responsable de la communication. Les réponses à la crise, c'est dans la rue qu'il faut les chercher. » Même démarche chez Philippe de Villiers, au Mouvement pour la France, où l'on joue à fond la carte corporatiste. « L'organisation de conventions par secteurs d'activité, comme la viticulture, nous permet de définir les grands axes de notre projet », explique Guillaume Peltier, secrétaire général et porte-parole du MPF. Toutefois, ces petits partis ne peuvent s'empêcher de revendiquer leur lot d'experts et de patrons amis. Mais pas question de connaître leur identité. « Je reçois des rapports cousus main sur la fiscalité, l'immigration ou la politique familiale, mais bien souvent ils ne sont même pas signés », assure Bruno Gollnisch, délégué général du Front national et directeur opérationnel de la campagne 2007. A l'UDF, parlementaires et adhérents issus de la société civile se partagent le devant de la scène. La consigne de François Bayrou est la même pour tous : aucun tabou. Le projet de l'UDF pour 2007 repose aussi sur le cercle économique Sully, club de réflexion créé il y a un an et constitué d'une centaine de patrons de PME. Et les économistes, dans tout ça ? « Ceux qui ont le plus d'idées, ce sont souvent les hommes politiques eux-mêmes », constate Hervé Morin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. Ce qui n'empêche pas François Bayrou de décrocher parfois son téléphone pour tester une ou deux idées auprès de l'économiste Christian Saint-Etienne, par exemple. Certes, le programme n'est pas encore bouclé, mais il s'affine. « Nous avons encore du temps, explique Hervé Morin. Et terminer au plus vite, c'est prendre le risque de se faire voler des idées. L'UMP a déjà repris les nôtres sur les institutions ! »

Reste le cas Dominique de Villepin. Sa machine de guerre demeure encore embryonnaire. Quelques-uns de ses proches collaborateurs, comme Bruno Le Maire, son conseiller politique,

ou Nathalie Briot, sa conseillère pour les affaires réservées, participent aux réunions des clubs chiraquiens, telle l'association des anciens du Tapis rouge (QG du chef de l'Etat en 2002), pour entretenir les vieilles amitiés... « Rien n'est dit, mais on sait qu'on doit se tenir prêts au cas où il déciderait d'y aller », explique un habitué.

Le locataire de Matignon ne se sent pas handicapé pour autant. D'abord parce qu'il peut compter, pour l'abreuver de rapports, sur la demi-douzaine de conseils rattachés à Matignon, dont le Conseil d'orientation pour l'emploi, présidé par Raymond Soubie, le Centre d'analyse stratégique, ex-Commissariat du plan, dirigé par Sophie Boissard, ou le Conseil d'analyse économique, animé par Christian de Boissieu. Mais surtout parce qu'il est persuadé qu'un projet, dévoilé le plus tard possible, ne concerne qu'une poignée de personnes... et surtout pas des politiques ! « Une campagne ne s'écrit pas un an à l'avance, car c'est une guerre de mouvement où la règle d'or est la réactivité », explique un ministre pro-Villepin. L'histoire ne lui donne pas tort. Après tout, en 2002, un petit commando composé de Philippe Bas, aujourd'hui ministre délégué à la Famille, de Maurice Gourdault-Montagne, diplomate de haut vol, et de Dominique de Villepin a suffi à faire réélire Jacques Chirac à l'Elysée. Et ils n'étaient guère plus nombreux lors de son premier triomphe, en 1995 !

Les têtes pensantes des principaux candidats

LES ÉCONOMISTES QU'ILS CONSULTENT TOUS

LES CONSEILLERS DE L'UMP

LES EXPERTS DU PS

LES ORGANISATEURS

LES SOUTIENS PATRONAUX

Patrick Artus, directeur des études économiques d'Ixis CIB. -On s'arrache ses analyses sur la mondialisation, les délocalisations ou l'euro.

Thomas Piketty, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. -L'étoile montante dans le club fermé des économistes français. Spécialiste des questions de fiscalité et d'éducation.

Christian de Boissieu,

professeur à l'université Paris I, président délégué du Conseil d'analyse économique.

Jean-Paul Fitoussi, professeur à l'Institut d'études politiques, président de l'OFCE.

Michel Didier, professeur au Cnam, directeur de Rexecode.

POUR SARKOZY

Emmanuelle Mignon, directrice des études à l'UMP. -C'est la tête chercheuse du parti. Elle sélectionne les experts qui interviennent dans les conventions, met les meilleurs en relation avec Nicolas Sarkozy et rédige toutes les notes sur l'état de la France.

Claude Guéant, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur.

Alain Lambert, ancien ministre délégué au Budget.

Pierre Mariani, responsable des services financiers et de la banque de détail à l'international à BNP Paribas.

François Pérol, associé-gérant de la Banque Rothschild.

Philippe Parini, trésorier-payeur général de Paris.

Bruno Gibert, associé au cabinet d'avocats CMS Bureau Francis Lefebvre.

Jacques Delpla, économiste à BNP Paribas.

Didier Banquy, secrétaire général de la Caisse nationale des caisses d'épargne.

POUR VILLEPIN

Alain Quinet, directeur adjoint du cabinet du Premier ministre, chargé des questions économiques. -Cet ancien de la Direction de la prévision a été pendant trois ans conseiller économique de Jean-Pierre Raffarin avant de prendre du galon sous Villepin.

Philippe Bas, ministre délégué à la Sécurité sociale, aux Personnes âgées, aux Personnes handicapées et à la Famille.

Frédéric Salat-Baroux, secrétaire général de l'Elysée.

Maurice Gourdault-Montagne, conseiller diplomatique et sherpa de Jacques Chirac.

Bruno Le Maire, conseiller politique du Premier ministre.

Nathalie Briot, conseillère du Premier ministre pour les affaires réservées.

Sophie Boissard, directrice générale du Centre d'analyse stratégique.

Raymond Soubie, président du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Pierre-Alain Muet, vice-président de la communauté urbaine de Lyon, professeur d'économie à l'Ecole polytechnique et inspecteur général des finances. -C'est l'homme qui, de juin 1997 à mars 2001, était chargé de la stratégie économique auprès de Lionel Jospin à Matignon.

Bernard Soulage, professeur d'économie, vice-président de la région Rhône-Alpes.

Elie Cohen, économiste, directeur de recherche au CNRS.

POUR STRAUSS-KAHN

Daniel Cohen, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure et à l'université Paris I. - C'est lui qui fait l'animation intellectuelle des groupes de travail de DSK. Il coordonne notamment les réflexions autour des nouvelles inégalités.

Jean Pisani-Ferry, professeur associé à Paris-Dauphine, directeur de Bruegel, un think tank bruxellois spécialisé dans l'étude des politiques économiques européennes. -Il fut l'un des principaux conseillers économiques de DSK à Bercy entre 1997 et 2000.

Gilles Finchelstein, délégué général de la fondation Jean-Jaurès, directeur des études d'Euro RSCG.

Philippe Aghion, professeur d'économie à l'université d'Harvard.

Eric Maurin, économiste, chercheur au Groupe de recherche en économie et statistique (Grecsta) du CNRS.

Philippe Askenazy, chargé de recherche au CNRS, spécialiste des questions d'organisation du travail.

POUR FABIUS

Florence Parly, présidente de l'Agence régionale de développement de l'Ile-de-France. -Cette énarque, qui fut à 36 ans secrétaire d'Etat au Budget du gouvernement Jospin, est une vraie technocrate qui connaît les rouages du système fiscal français par coeur. Aux côtés de Bernard Pêcheur, un des fidèles de Fabius, elle synthétise les débats des différents groupes de travail, animés également par Christian Pierret, ancien secrétaire d'Etat du gouvernement Jospin.

Christian Forestier, inspecteur général de l'Education nationale et président du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.

Jean-Hervé Lorenzi, professeur d'économie à Paris-Dauphine.

Lionel Zinsou, agrégé d'économie, associé-gérant chez Rothschild.

POUR ROYAL

Jean-Luc Fulachier,

directeur général des services de Poitou-Charentes. -Ancien directeur de cabinet de Ségolène Royal, il est chargé de tester ses idées sur le terrain.

Dominique Méda, sociologue, chercheuse au Centre d'étude de l'emploi (CEE).

POUR LAURENT FABIUS

Stéphane Israël, normalien, agrégé d'histoire, énarque. Professeur de finances publiques à l'Ecole normale supérieure et conseiller à la Cour des comptes. C'est la plume de Laurent Fabius depuis une dizaine d'années.

POUR SÉGOLÈNE ROYAL

Christophe Chantepy, conseiller d'Etat, président de l'association Désirs d'avenir. Il fut son directeur de cabinet à l'Enseignement scolaire entre 1997 et 2000. C'est l'homme qui fédère les bonnes volontés et organise la création des groupes de travail à Paris.

POUR DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Olivier Ferrand, ancien conseiller européen de Lionel Jospin et de Romano Prodi à Bruxelles, professeur de finances publiques à Sciences Po. C'est lui qui anime les groupes de réflexion qui se réunissent au QG de DSK, un appartement haussmannien, rue de la Planche, dans le VII^e arrondissement.

POUR FRANÇOIS BAYROU

Hervé Morin, député de l'Eure. Avant d'entrer à l'Assemblée, il était un collaborateur de Léotard. Début 1999, il a découvert Bayrou en arrivant au Palais-Bourbon. Depuis, ils ne se quittent plus. En 2002, il était chargé du programme centriste. Il préside le groupe UDF à l'Assemblée nationale.

POUR NICOLAS SARKOZY

François Fillon, coordinateur du projet de l'UMP. Ce gaulliste social, ancien ministre de l'Emploi et probable directeur de campagne de Sarkozy, fait la synthèse des propositions de tous les groupes qui planchent sur le futur programme du président de l'UMP.

POUR JEAN-MARIE LE PEN

Marine Le Pen, vice-présidente du Front national, députée au Parlement européen. La fille du leader du FN est déjà désignée directrice du pôle stratégique de la campagne 2007. Bruno Gollnisch, lui, sera directeur opérationnel.

DE ROYAL

Nathalie Rastoin, directrice du groupe de publicité Ogilvy-France.

-Elle jure qu'elle n'est pas la conseillère en communication de Ségolène. C'est cependant elle qui anime les séances de brainstorming de la dirigeante socialiste.

DE STRAUSS-KAHN

Paul Hermelin, directeur général de Capgemini.

-Ce proche de longue date est l'un des habitués du QG de DSK. Il y anime l'un des principaux groupes de réflexion, consacré aux nouvelles technologies de l'information.

François Villeroy de Galhau, PDG de Cetelem.

Henri Proglio, PDG de Veolia Environnement.

DE FABIUS

Jérôme Clément, président d'Arte. - Ami fidèle de Laurent Fabius, il est l'un des habitués du club Fraternité, qui se réunit tous les mois.

Charles-Henri Filippi, président de HSBC-France.

Serge Weinberg, président du conseil d'administration d'Accor.

Louis Schweitzer, ancien PDG de Renault.

DE SARKOZY

Martin Bouygues,

PDG du Groupe Bouygues. -Le propriétaire de TF 1, témoin de Nicolas Sarkozy lors de son mariage avec Cécilia, est le parrain de leur fils Louis, né en 1997. Ils sont amis depuis plus de vingt ans.

Stéphane Courbit, PDG d'Endemol-France. -Bien qu'il se dise de gauche, il avoue un faible pour le président de l'UMP et il est l'un de ses « visiteurs du soir » réguliers.

Arnaud Lagardère, président du Groupe Lagardère.

François Pinault, président d'Artémis.

Michel Pébereau, président du conseil de surveillance de BNP Paribas.

Franck Riboud, PDG de Danone.

Geoffroy Roux de Bézieux, PDG de The Phone House.

DE VILLEPIN

Jean-François Cirelli,

PDG de Gaz de France. -Il est un intime de Villepin, qu'il a côtoyé pendant plusieurs années à l'Élysée lors du premier mandat de Jacques Chirac.

Jean-Pierre Denis, président d'Oséo. -Il a été l'adjoint de « DDV » au secrétariat général de l'Elysée de 1995 à 1997.

DE BAYROU

Gérard Mestrallet, PDG du Groupe Suez. -Le très médiatisé patron de Suez et le leader de l'UDF s'appellent et se voient régulièrement. Une façon d'échanger sur l'actualité, la politique, l'économie. Leur passion commune : le cheval.

Michel de Fabiani, ex-président de BP France et Europe, président du Cercle économique Sully.

Sébastien Julian, Marc Landré, Béatrice Mathieu et Danièle Oliveau-Licata

Tous droits réservés : L'expansion

Avec l'aimable autorisation de L'Expansion

